

de l'escalade à l'arme nucléaire. Nous continuerons de militer en faveur d'une convention vérifiable interdisant le développement, la production, le stockage et l'utilisation des armes chimiques. Le Canada conservera à la Campagne mondiale du désarmement son appui financier substantiel. En outre, nous espérons que l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, qui a vu le jour récemment, contribuera, par ses études et ses conseils sur des propositions et des mesures concrètes de contrôle des armes, à réduire les tensions internationales.

* * *

Monsieur le Président, mon gouvernement vient tout juste d'entrer en fonction. C'est pourquoi mes propos seront pour l'instant plutôt de nature générale. Le Premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, a indiqué que notre gouvernement allait jouer un rôle plus actif au sein des Nations Unies et de ses institutions.

L'engagement de notre gouvernement envers les Nations Unies est sans réserve. Nous attachons une grande valeur à nos rapports bilatéraux avec d'autres pays et à notre rôle au sein d'associations comme le Commonwealth et la Francophonie. Ces liens sont importants, mais ils ne suffisent pas. Puissances moyennes ou petits pays, nous avons tous besoin d'institutions internationales efficaces pour que nos voix puissent être entendues et pour que nous puissions affronter ensemble les énormes problèmes politiques et économiques de notre siècle. Un système des Nations Unies dynamique et à l'écoute de ses membres est essentiel pour des pays tels que le Canada - mais aussi pour les superpuissances. C'est précisément parce que plus de collectivités adoptent une attitude introspective qu'il nous faut renforcer les institutions mondiales qui nous réunissent.

Dans ses trois derniers rapports annuels, le Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, a cherché à nous faire prendre nos responsabilités à titre d'États membres. "Pourquoi dès lors," nous demande-t-il, "y a-t-il eu un recul de l'internationalisme et du multilatéralisme au moment même où l'évolution de la situation, tant en ce qui concerne la paix mondiale que l'économie mondiale, semblerait en exiger la consolidation?"

Quand allons-nous commencer à donner des réponses à ces questions qui appellent des remises en cause? Il est à espérer qu'il ne faudra pas un désastre majeur pour secouer notre inertie.

À la veille du quarantième anniversaire des Nations Unies, il est approprié que chaque État membre refasse l'examen de son adhésion à la Charte des Nations Unies. Cet